

Intervention de BAMANISA JEAN SAIDI, Député Indépendant de Kisangani Ville et Coprésident du Groupe Parlementaire « FORCES DU CENTRE ».

À l'occasion du dépôt de projet de loi budgétaire 2008.

Mr le Président, Honorables membres du Bureau et collègues députés,
Mr le 1^{er} Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres,

J'ai consulté le projet de budget 2008 et mon intervention du 30 mai lors du dépôt du budget 2007, et j'ai la nette impression que plusieurs questions restent posées.

Vous avez certes déposé après le délai réglementaire, mais avant l'exercice budgétaire, notre commission ECOFIN se penchera sur nos recommandations.

1. Monsieur le 1^{er} Ministre, vous avez constaté que plusieurs interventions des collègues vous interpellent sur les actions de votre Gouvernement que sur le fond du budget.
En effet, la RDC ne sait toujours pas vers quel objectif vous la conduisez.
Le programme du Gouvernement et son budget ne sont pas vulgarisés.
Dans plusieurs pays organisés, la vision et le programme du Gouvernement sont connus pour au moins 5 années ; même les chauffeurs de taxi, les vendeurs ambulants, les paysans sont les ambassadeurs des programmes ou des visions de leurs gouvernements et savent vous dire exactement le nombre d'emplois à atteindre, le nombre de kilomètre de routes, des ponts, des ports, en construction ou à construire, le nombre d'hôpitaux en construction et les facilités hospitaliers, les nombres d'écoles en construction et la capacité des établissements d'enseignement ainsi que les conditions des enseignants, les travaux en cours pour l'électrification , l'accès à l'eau, etc..
2. Le peuple congolais voudrait avoir un programme et son chronogramme ; ce qui vous aurait facilité la tâche par des évaluations périodiques et le budget aurait été plus facile à digérer. Votre vision de Gouvernement serait mieux acceptée.
3. Nous avons à ce jour l'idée philosophique du Chef de l'Etat des 5 chantiers, votre discours programme du mois de mai 07, le Plan d'appui prioritaire, le PAP, le DSCR, qui est le document d'intention basique reprenant un chapelet de bonnes intentions pour atteindre le point d'achèvement, les programmes des gouvernements provinciaux, ceux de l' Union Européenne, de la Banque Mondiale, des agences de coopération multilatérales et bilatérales, des ONG, etc. Viennent s'ajouter des intentions d'entreprises étrangères dont celles des chinois font le plus rêver...ainsi que ceux des angolais sur le pétrole.
Monsieur le 1^{er}, Le risque est grand de vous distraire, en attendant la réalisation par les autres, toujours les autres, de ce que nous attendons de voir se réaliser par nous même, ce pourquoi les populations ont donné leur confiance au Chef de l'Etat: routes, santé, infrastructure, emploi, électricité et eau.
4. Je vous disais aussi, que le budget est une question de bonne gouvernance, de la qualité et du sérieux des gestionnaires, de la qualité de nos textes réglementaires, de la qualité des agents de l'administration, de la qualité des membres des cabinets ministériels et de celle des membres du Gouvernement : qu'il soit de 1 milliard ou 10 milliards de dollars, la question est de s'assurer de la procédure de recouvrement des recettes par un système bancaire sécurisé, un système de passation de marché transparent, un système de contrôle des services et biens acquis, de traçabilité des paiements des agents de l'Etat après leur recensement, etc...de la lutte contre la corruption et la concussion.

Pourquoi ne parvenez vous pas à accroître les recettes minières ? La MIBA, la GECAMINE, l'OKIMO détiennent leurs titres qui pourraient leur permettre de lever des fonds sur les places financières internationales tel que le pratiquent leurs partenaires.

Mais on nous opposera encore ici le sérieux de nos entreprises, de nos gestionnaires, de notre Etat.

L'exécution du budget ne doit pas être l'affaire des seuls initiés qui connaissent les mécanismes de dépenses illicites au détriment des besoins de la population.

5. Au courant des derniers mois, nous savons que vous avez diligenté des enquêtes auprès des régies financières, ainsi que la révision des contrats miniers. Mais nous ne savons toujours pas quelles mesures vous avez prises contre ceux qui détournent les ressources de l'Etat.

Un audit commandé par la Banque mondiale sur la gestion des fonds alloués à la RDC vous a été déposé, mais aucun rapport ni commentaire, ni dispositions n'a été prise pour juguler les détournements et la corruption.

Vous avez proposé aux opérateurs économiques un système de paiement forfaitaire des paiement des taxes fiscales, est ce à dire que le système en place tend à vous vaincre ou à faire de votre Gouvernement et de ses illustres membres des victimes ou des complices qui se taisent ?

6. Monsieur le 1^{er} Ministre, votre budget croule sous le poids de la dette, 20 % des ressources y sont affectées (670 millions USD). C'est une question mathématique, si vous ne payez pas à hauteur des services de la dette, donc le montant des intérêts annuels, vous continuez d'accroître la dette.

Vous avez donc les choix suivants :

a - mobiliser plus de ressources intérieures ; b- atteindre le point d'achèvement qui effacera l'ancienne dette et ses intérêts, mais reconduira une nouvelle ; c- appuyez les organisations qui militent pour l'effacement de la dette des pays pauvres .

7. Vous affecté 27,47 % du budget à la rémunération du personnel de l'Etat. Nous vous recommandons de finaliser le recensement des tous ces agents et de sécuriser le système de recrutement et de paiement.
8. Les Biens et matériels représentent 3 % soit plus au moins 100 millions USD. Veuillez par des contrôles rigoureux que ces matériaux achetés le soient aux meilleures offres, et qualités, et seulement si cela est indispensable.
9. Les équipements représentent 6 % soit plus au moins 200 millions de USD. Les constructions et réfections représentent 12% soit 400 millions de USD. Pourquoi alors, presque tous les rares chantiers sont pris en charge par les fonds extérieurs ?
Si ces dépenses étaient biens suivis, les résultats seraient visible.
10. Nous avons l'impression que les natures des dépenses au sein de chaque portefeuille ministériel ne sont pas maîtrisées par les responsables. Ces mêmes dépenses reviennent chaque année et aucun changement n'est perceptible.

Mr le Président,

Puisque la stabilité passe par la sécurité, et la justice, nous réaménagerons le budget dans ce sens.

Que vaut une armée ou une police éparpillée et diluée dans les villes et les cités, les campagnes ? Ils se retrouvent en situation de débrouillardise, de lutte de survie. Le budget doit incorporer la réalisation des camps complétement équipés, des grands et des petits avec toutes les dépendances nécessaires pour les besoins militaires et ceux des soldats : maisons,

centres de santé, cantines et marchés, centre de loisirs. Allouer leur aussi du matériel agricole, des espaces agricoles et du matériel de génie civile en même temps que vous leur faciliterez l'obtention des marchés de construction et réfection des routes, ponts, bâtiments. Avec bien sûr des systèmes de contrôle pour éviter les détournements. Et nous parlerons de moins en moins des programmes DDRRR, brassage, mixage, intégration, viols, vols, meurtres, etc.... L'ITURI, le NORD KIVU et le SUD KIVU doivent bénéficier prioritairement à partir de cette année, des vrais camps militaires, des nouvelles citées, des tronçons routiers. Ne fragilisons pas les acquis de paix chèrement obtenus dans certaines zones.

Pour notre Justice, il faut leur assurer une formation, un cadre de travail décent, des salaires suffisants pour ne pas leur permettre de tomber dans les besoins. De l'autre côté, leur apprendre, et cela est valable pour tous les fonctionnaires de l'Etat, l'esprit d'abnégation, de service à la Nation. Ce service à l'Etat n'est pas une source de richesse.

Monsieur le 1^{er} Ministre,

Les travaux de la RN2 et RN4 reliant Kisangani à KOMANDA – BENI tendent vers leurs finalisations. Ils auront coûté plus de 50.000.000 USD. Mais lors de nos passages, nous avons constaté que les ponts cèdent tel celui de l'ITURI. Il faut absolument affecter des nouvelles ressources internes non pour enlever les rouilles et repeindre le métal vieux de plus de 50 ans, mais installer des nouveaux ponts, sinon, il y aura des nouveaux accidents et les camions venant de Mombasa au Kenya ne pourront passer ; quelle honte ce sera pour nous, congolais vis-à-vis des amis du COMESA et de la SADEC ! ! Devrons nous justifier en prétextant que c'est l'affaire de la Banque Mondiale ? Les travaux d'électrification du réseau de la ville de Kisangani et la réparation de la 3^{ème} turbine sont également prioritaires. Le dragage des cours d'eau de Kinshasa, à Kisangani ; sur le Kasai et l'Ubangi devrait débutés.

Mr le Président, je vous demande d'inviter la Cour de Compte de nous faire son rapport annuel 2006 de contrôle des finances publiques.

Mr le 1^{er} Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Vous êtes passés pour la plupart par les élections à différents niveaux ; vous savez donc ce que nos populations attendent de nous, de vous. Non pas un fonctionnement classique, mais un fonctionnement de développement, qui rencontre le bien être, le bien vivre de chaque citoyen.

Honorables collègues, pendant le second trimestre 2008, nous devons prendre le courage politique de faire un bilan plus approfondi de l'action du Gouvernement et l'exécution de son budget 08, et d'en tirer toutes les conséquences.

Entre-temps, Monsieur le 1^{er} Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, je vous souhaite bon courage et bon travail.

Honorable **BAMANISA JEAN SAIDI**
28/11/2008